

Le 25 janvier dernier, les jardiniers de Saint-Ouen se rendaient à la Défense pour rencontrer le nouveau propriétaire de leur jardin la société immobilière Nexity. Les jardins de l'usine Astom-Areva, rue des Bateliers à Saint-Ouen, cultivés depuis 1922, sont menacés de disparition consécutivement à la fermeture programmée de l'usine de transformateurs de puissance.



Photo Daniel Maunoury

Sexualité religieuse

En Égypte, une fatwa a déclaré qu'il n'est pas permis d'avoir des rapports sexuels entièrement nu (AFP du 8 janvier 2006) Les chastes célibataires en robe noire en place au Vatican montrent d'ailleurs la voie à leurs frères en monothéisme par la haine persistante du corps et du plaisir.

Utilisation non religieuse des églises

Comme beaucoup de villes, Dijon connaît un nombre d'églises catholiques particulièrement élevé, beaucoup plus que ce qui est requis par la consommation locale. Ainsi, deux églises ont été affectées à des utilisations non religieuses: l'église Saint-Étienne est devenue la Chambre de commerce et d'industrie et le Théâtre Dijon-Bourgogne a pris place dans l'église Saint-Jean. Il faut noter qu'aucune évocation du christianisme n'est présente sur la façade de Saint-Étienne. Une rationalisation de l'espace occupé par les décombres du christianisme est donc possible, d'autant plus que ces édifices sont déjà la propriété des mairies.

Expulsion de Joseph Kollie

Entre 600 et 700 personnes se sont rassemblées vendredi 10 février au soir devant la préfecture de Besançon pour crier leur colère et leur indignation après l'expulsion de Joseph Kollie. Après plusieurs prises de parole dénonçant les relents vichystes de l'État français, nous avons défilé dans les rues du centre-ville.

Le comité de soutien à Joseph Kollie va voir si des recours sont possibles au niveau juridique, nous nous sommes quittés en nous promettant de nous retrouver aussi pour lutter contre d'autres expulsions et aussi pour faire barrage aux lois Sarközy qui vont encore aggraver les conditions de vie de nos camarades immigrés.

contre le CNE-CPE.

Rennes

La manifestation du mardi 7 février 2006 contre le CPE a atteint largement les 12 000 personnes à Rennes. Les salariés ont également manifesté: public-privé dans l'unité.

L'après-midi du 7 février, assemblée générale de plus de 1 000 étudiants à l'université de Rennes II, étudiants de Rennes II et Rennes I (fac des lettres et fac des sciences), lycéens et personnels TOS (agents), et salariés de la fonction publique.

Décisions: vote de la grève avec « blocage », nouvelle manif le jeudi 9 février à Rennes, ne pas laisser de temps. Diffusion d'un tract revendicatif dès mercredi 8 février à 7 heures à l'université de Rennes II. But: le retrait du CPE, le refus de la précarisation.

Toulouse

Au moins 15 000 à 20 000 manifestants étaient présents dans les rues, dans des cortèges mélangés de lycéens, étudiants et actifs, sous une forme très combative. Les deux tiers de la manif étaient composés de jeunes grâce à la réorganisation de la coordination lycéenne et à l'action des trois comités de lutte étudiants. L'UD-FO avait finalement appelé à des débrayages, d'où de grands cortèges de boîtes privées. La présence CGT était relativement ridicule si l'on tient compte de ses possibilités. Beaucoup de militants se sont plaints de n'avoir pu se mettre en grève dans la fonction



Photo Daniel Maunoury le 2 février

publique que grâce au préavis de Solidaires. Quelques cortèges de sections syndicales: Microturbo, hôpitaux... Le seul point négatif demeure le parasitisme des organisations politiques: le Parti socialiste regroupait de nombreux notables et patrons. Les comités de lutte étudiants appellent à une nouvelle journée de manifestation le jeudi 9 février.

Dole

« Contrat inutile, jeunesse en péril. » Derrière cette unique banderole, près d'un millier de manifestants ont défilé à Dole, dont une majorité de lycéens qui formaient plus des deux tiers du cortège. Ce dernier, encadré par des militants de la CGT, est parti de l'établissement derrière cette banderole « Contrat inutile, jeunesse en péril » pour rejoindre le rassemblement prévu place Barberousse.

Ils étaient quatre cents. Tracts et autocollants cénétistes ont été bien demandés, malgré l'encadrement électoraliste des gentils animateurs UNL Mjs CGT MFSU. Participation très faible à la grève dans les rangs de l'Éducation nationale.

Saint-Claude :

Entre 100 et 150 lycéens aux côtés de représentants CGT ont défilé dans les rues de Saint-Claude. Une manifestation spontanée, organisée par trois lycéens, n'appartenant à aucun collectif, qui ont souhaité montrer leur opposition au gouvernement souhaitant imposer le Contrat première embauche.

Mobilisations contre le CNE-CPE le 9 février.

Besançon (suite) :

800 personnes dans les rues contre le CPE et peut-être des rendez-vous pendant les vacances. Les manifestants (200) ont ensuite pu aller crier leur dégoût devant la préfecture suite à l'expulsion de Joseph Kollie, étudiant libérien, qui attendait de finir ses études pour rentrer chez lui. Joseph a été expulsé le vendredi 10 février dans l'après-midi. La colère ne retombe pas. Côté anti-CPE, un appel à manifester a été lancé pour jeudi 16.

Toulouse (suite)

Environ 1 500 étudiants hostiles au Contrat première embauche (CPE) ont manifesté jeudi en milieu d'après-midi dans le centre-ville de Toulouse. Quelque 350 d'entre eux ont pénétré dans les locaux de la chambre de commerce et d'industrie où ils sont restés pendant près d'une heure.

Lons-le-Saunier (suite)

Les lycéens ne désarment pas. Sit-in puis manifestation par des jeunes toujours mobilisés contre le Contrat première embauche. Ils étaient environ deux cent cinquante.

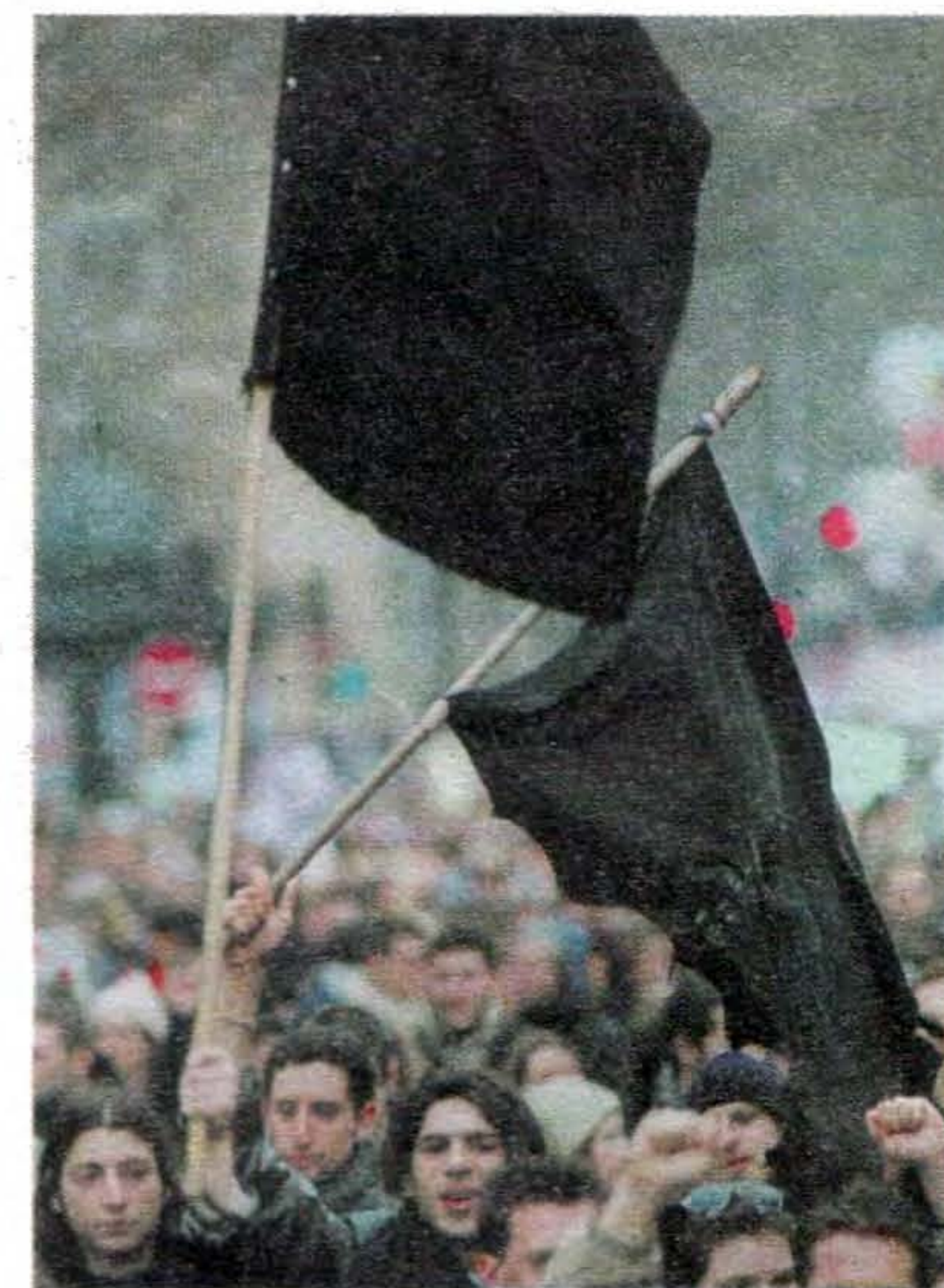


Photo Daniel Maunoury le 7 février à Paris